

The logo consists of a red square with the words "AGENCES" and "EN LUTTE" in white, bold, sans-serif capital letters. A white exclamation mark is positioned to the right of "AGENCES".

**AGENCES
EN LUTTE !**

En grève le jeudi 15 octobre contre le budget 2027

**Manifestation du collectif des Agences en lutte
devant l'Assemblée nationale (esplanade des
Invalides) à partir de 14h**

Jeudi 15 octobre 2026 de 14h à 17h00

**Rue de Constantine, angle rue de l'Université (terre-plein n°3 de
l'esplanade des invalides)**

Après un été marqué par des événements climatiques extrêmes, révélateurs des conséquences dramatiques de l'inaction climatique, le gouvernement poursuit une politique d'affaiblissement des acteurs publics engagés pour la santé, la biodiversité et le climat. Il renonce parallèlement à investir à la hauteur des besoins dans les secteurs essentiels à la protection des populations. Les agences environnementales et sanitaires, comme plus largement les opérateurs de l'État et les instituts publics de référence, sont ainsi particulièrement visés par des mesures budgétaires, législatives et symboliques qui fragilisent leurs missions et leurs capacités d'action.

Malgré une mobilisation massive des personnels et le soutien de très nombreux scientifiques, citoyens et politiques, Santé Publique France et l'ADEME sont toujours menacées dans leurs missions, leur indépendance technique et leur existence même. Au niveau local, les Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) connaissent d'importants plans de licenciements et s'inquiètent désormais pour leur survie à très court terme, tout comme l'Agence pour la Formation Professionnel des Adultes (AFPA) qui va perdre plus de 800 emplois. De L'Institut Paris Region à Météo France, du CEREMA au CSTB, de l'OFB à l'IGN, de l'ANSES à l'ANCT, de l'ONF aux Agences de l'eau, de l'ANACT au Museum d'Histoire Naturelle, de nombreuses agences et opérateurs contribuant à protéger et adapter les populations à la crise écologique sont déjà fragilisés et risquent de subir de plein fouet les effets du prochain budget Lecornu 2027.

Le même constat s'impose pour les sapeurs-pompiers, les soignant-e-s, les agents territoriaux, le secteur de l'énergie, l'Éducation nationale, l'enseignement supérieur et les organismes sociaux.

À l'heure où les pompiers, les lycéen-e-s, les étudiant-e-s et les salarié-e-s du secteur de l'énergie montrent la voie, il est temps de nous mobiliser contre les **54 milliards d'euros de coupes supplémentaires** annoncées dans les services publics.

Lors de leur assemblée générale organisée le 5 octobre 2026 à la bourse du travail de Paris, le collectif des Agences en lutte a notamment voté les motions suivantes :

- Refus du budget Lecornu 2027 (PLF et PLFSS) : nous exigeons la mise en place de budgets à la hauteur de la situation sociale, climatique, sanitaire et environnementale de notre pays ;

- Fin immédiate des plans de licenciements et de coupes budgétaires dans les agences environnementales, sanitaires, de formation et d'aménagement du territoire ;
- Soutien à une transition agro-écologique respectueuse du vivant ;
- Soutien aux revendications des lycéen·e·s et étudiant·e·s.

Nous exprimons notre solidarité pleine et entière avec notre jeunesse qui, des blocus aux manifestations, revendique le droit à un avenir meilleur. Acteurs et actrices de la transition écologique et des énergies renouvelables, des politiques de santé, de l'aménagement du territoire et de la formation professionnelle, nous agissons chaque jour pour permettre aux jeunes générations de vivre sur une planète habitable. C'est pourquoi nous soutiendrons toutes les manifestations lycéennes et étudiantes, et nous continuerons de nous mobiliser pour préserver nos métiers essentiels à l'intérêt général.

Nous donnons rendez-vous à l'ensemble des agent·e·s, des salarié·e·s et des militant.es qui se reconnaissent dans ces lignes, le jeudi 15 octobre à 14h devant l'Assemblée nationale (esplanade des Invalides).

Le 9 octobre 2026, à Paris.